



**L'Institut La Boétie** est un lieu d'élaboration intellectuelle de haut niveau et d'éducation populaire. Interface entre les mondes intellectuel, culturel et le combat politique, l'Institut aborde les grands problèmes politiques contemporains à travers un travail intellectuel nourri par les sciences sociales, les avancées scientifiques et l'observation attentive des mouvements de la société. Il fonde sa démarche sur un socle idéologique commun : humanisme global, planification écologique et critique du capitalisme.

**Les discours** de l'Institut La Boétie sont issus de nos événements : colloques, conférences, tables-rondes. Ils restituent des interventions clés prononcées lors de ces événements. Leurs auteurs font, dans ces discours, un effort pour embrasser un sujet dans sa globalité et présenter ainsi une synthèse, appuyée sur des travaux scientifiques, avec une visée stratégique. À ce titre, ils sont une contribution pour la bataille des idées se situant à l'interface des mondes militants et intellectuels.

LES DISCOURS



Thèses stratégiques pour **vaincre**  
**l'extrême droite**

discours de Clémence Guetté

Les 21 et 22 octobre 2023, l'Institut La Boétie a organisé un colloque intitulé « Extrême droite : le dessous des cartes. Comment la vaincre ».

Sept sessions, alternant plénières et ateliers, ont permis les interventions de Raphaël Arnault, Isabelle d'Artagnan, Ludivine Bantigny, Cassandre Begous, Marlène Benquet, Vincent Berthelier, Samuel Bouron, Solène Brun, Raphaël Challier, Safa Dahani, Antoine Dubiau, Félicien Faury, Fanny Gallot, Violaine Girard, Sylvain Laurens, Yann Le Lann, Claire Lejeune, Mathieu Molard, René Monzat, Ugo Palheta, Pauline Perrenot, Thomas Portes, Bernard Schmid et Pablo Stefanoni.

Ce document retranscrit l'introduction de Clémence Guetté, co-présidente de l'Institut La Boétie, intitulée : « Thèses stratégiques pour vaincre l'extrême droite ».





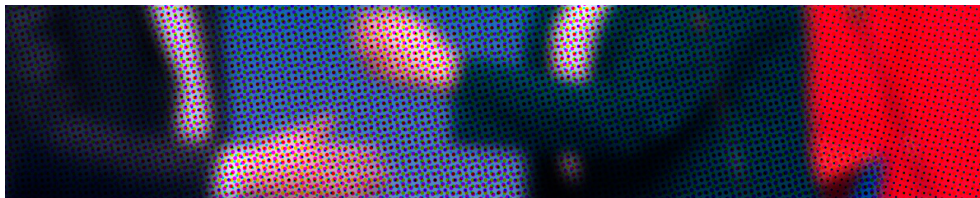
Bonjour à toutes et à tous.

J'ai l'honneur d'intervenir devant vous en ouverture des deux jours intenses de travaux de ce week-end de réflexion.

D'abord, je veux le dire, il s'agit d'un moment très important pour notre Institut puisque c'est le premier événement de notre laboratoire consacré à l'analyse et à l'étude de l'extrême droite. C'est aussi la première fois que nous organisons un moment sur deux jours de cette ampleur : un colloque réunissant de multiples intervenants, universitaires de multiples disciplines, journalistes, militants et élus pour travailler ensemble sur l'extrême droite.

J'y vois d'abord une nouvelle étape dans le développement du travail intellectuel de haut niveau que nous aspirons à mener. Et j'en profite pour remercier Safia Dahani, Magali Della Sudda, Ugo Palheta et Thomas Portes ainsi que toutes celles et ceux qui animent ce nouveau laboratoire. Je veux aussi remercier aujourd'hui toutes les équipes salariées et bénévoles de l'Institut ainsi que le service d'ordre sans qui rien de tout cela ne serait possible non plus. Ce colloque est donc inédit par son ambition, et c'est armés de témoignages, de réflexions et de pistes d'actions que nous pourrons à nouveau nous projeter dans « la bataille entre eux et nous », qui nous anime particulièrement aujourd'hui.

**Alors pourquoi organiser ce colloque ?**



## Parce que l'extrême droite menace

**Elle menace nos corps, nos vies et notre avenir.** Elle menace d'abord immédiatement, chaque jour, par sa violence physique.

Le 5 septembre, à Gap, la vitrine du planning familial a été attaquée à coups de jets de projectiles.

Le 6 septembre, à Belfort, des militaires membres du groupe violent Vandal Besak, parlent de tuer des étrangers ou des LGBT sur les réseaux sociaux.

Le 7 septembre, à Calvi, une tentative d'incendie et des tags racistes, « les Arabes dehors » ont été faits sur un immeuble.

Le 8 septembre, à Givors, « Mort aux bougnouls » est tagué au sol à côté du lycée Aragon-Picasso.

Le 10 septembre, à Saint-Brieuc, des inscriptions nazies sont peintes à la bombe sur la devanture du siège du Parti communiste des Côtes-d'Armor.

En réalité, c'est une semaine typique, normale pour le mois dernier. Et j'aurais pu vous présenter une liste similaire pour la semaine d'avant ou la semaine suivante.

Parfois, cette violence d'extrême droite porte une cravate. Il en va ainsi de Frédéric Boccaletti, condamné à 6 mois de prison ferme pour violence avec armes, aujourd'hui député dans la 7e circonscription du Var.

D'Éric Zemmour, multirécidiviste, condamné pour incitation à la haine, provocation à la discrimination raciale, provocation à la haine religieuse.

Ou encore de Philippe Vardon, condamné à 6 mois de prison ferme pour violence, ex-cadre du Rassemblement National, aujourd'hui cadre de Reconquête.

Ensuite, elle menace notre avenir. Je vous l'ai dit, nous avons affaire à des violents avec un programme de violents.

**Le programme de Marine Le Pen, c'est la violence sociale, évidemment** : par exemple, pas un euro de plus pour le SMIC, pas d'indexation des salaires sur les prix ; mais aussi la violence écocidaire : démonter les éoliennes, couper les fonds aux associations écologiques, relativiser le changement climatique.

C'est essentiellement la violence raciste bien sûr : l'ennemi serait « le migrant », la personne racisée, partout, tout le temps, en toute circonstance.

Mais c'est aussi la violence institutionnelle : le soutien à la Ve République, à tous les mécanismes autoritaires qui répondent à la volonté de réduire encore les protections individuelles et collectives. Nous portons le projet d'une société de l'harmonie, ils sont du côté de tous contre tous, du chacun pour soi.

D'ailleurs, on le voit tous les jours à l'Assemblée nationale, en tant que députés : ils ont voté contre le gel des loyers, le blocage des prix, le milliard pour les associations qui luttent contre les violences faites aux femmes. L'extrême droite ne propose rien non plus pour reprendre et partager les richesses que les milliardaires accumulent. Elle ne propose rien pour partager les richesses de manière générale : avec elle, les puissants de ce monde peuvent dormir sur leurs deux oreilles.

Et puis, le Rassemblement National a déjà un bilan, lui aussi, d'une violence extrême. Je viens d'évoquer ce que donne le Rassemblement National dans les mots, dans le programme, dans l'opposition. On sait aussi ce que donne le Rassemblement National au pouvoir en France, notamment au niveau municipal. Par exemple, à Fréjus, mairie RN, les subventions aux associations ont été divisées par cinq, le centre social du quartier la Villeneuve a été fermé et toute aide aux quartiers populaires a été suspendue en guise de « punition éducative » selon le maire.

À Hayange, mairie RN également, les subventions du Secours populaire ont été supprimées et l'association a reçu un avis d'expulsion.

De même à Villers-Cotterêts, les tarifs de la cantine ont augmenté de 80% et certains bus de ramassage scolaire ne passent plus dans les quartiers populaires.

Au Pontet, où on trouve aussi un maire du Rassemblement National, le bilan inclut la fin de la gratuité de la cantine et la fin de la prime de fin d'année des employés municipaux.

## Parce que l'extrême droite vient de quelque part

L'extrême droite menace donc. Et depuis plusieurs années, on entend que « la montée de l'extrême droite est continue et irrémédiable ». C'est faux et ce n'est pas qu'une erreur de diagnostic : il s'agit d'une position politique de celles et ceux qui ne veulent ni réfléchir, ni comprendre, ni expliquer, ni assumer leur responsabilité. **L'extrême droite vient de quelque part, et sa progression a des responsables.**

D'abord, si on se plonge dans l'histoire longue de notre pays et du monde, on constate sans exagérer la grande complicité des élites patronales et économiques avec l'extrême droite. On peut remonter jusqu'à la Seconde Guerre mondiale où nombre de patrons se sont accommodés du nazisme et de la collaboration. On peut aussi prendre la longue histoire du Rassemblement National avec plusieurs exemples, notamment la très grande admiration du modèle chilien de Pinochet par Jean-Marie Le Pen, dans lequel la répression sans limite au pouvoir s'accompagnait d'un soutien sans faille aux entreprises et au marché.

Aujourd'hui encore, l'extrême droite entretient une forme de complicité avec certains mouvements patronaux. Je pense à l'association Ethic de Sophie de Menthon, qui fédère des centaines d'entreprises et qui n'a pas hésité à dérouler le tapis rouge à Marine Le Pen pendant l'élection présidentielle.

Que dire, par ailleurs, de l'attitude de la Commission européenne, du Fonds monétaire international ou de la Banque centrale européenne, quand des gouvernements d'extrême droite en Pologne, en Hongrie, en Italie, n'ont aucun souci à se faire, et s'accrochent très bien de ce type de fonctionnement ?

C'est là un intense contraste avec l'attitude qui a été réservée à Allende en Amérique ou à Tsipras en Europe, par exemple.

Ensuite, ces constats ne sont pas réservés qu'au passé ou à des pays lointains. En Macronie, aujourd'hui aussi, le pouvoir fait la courte échelle à l'extrême droite avec tous les votes odieux dont je vous ai parlé rapidement juste avant : contre le gel des loyers, contre le blocage des prix et contre l'augmentation du SMIC. Ce sont des votes pendant lesquels la Macronie et l'extrême droite ont voté main dans la main.

Il ne s'agit pas que de voter avec l'extrême droite, il s'agit aussi de construire un récit. Ainsi, Olivier Dussopt, en février dernier, proclamait fièrement que « Marine Le Pen a été bien plus républicaine que beaucoup d'autres ». De même, Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, déclarait en mai dans *Le Figaro* : « Sébastien Chenu n'est pas un bon mais un très bon vice-président de l'Assemblée nationale ». Dans le même article, on lisait Naïma Moutchou, vice-présidente Horizons de l'Assemblée nationale, pour qui « le RN, c'est une nouvelle génération de députés qui joue à la préférence nationale et au patriotisme, mais ce n'est pas le Front national. C'est un parti qui est en train de se normaliser ». Les responsables, donc, les irresponsables en l'occurrence, sont aussi au gouvernement.

**La vérité est que, pour ce qui est des conséquences sur les vies des plus modestes, le deuxième quinquennat Macron est déjà quasiment le quinquennat Le Pen.** Avant, contre l'avalanche de lois sécuritaires, on pouvait se demander ce qui se passerait si jamais un gouvernement d'extrême droite avait ces armes entre les mains. Aujourd'hui, qu'en pensent tous les militants du pays, quand on interdit les manifestations à tour de bras ? Qu'en pensent les jeunes des quartiers populaires, quand ils subissent tous les jours des contrôles au faciès et la répression policière ? Qu'en dit le peuple attaché à la démocratie, quand on gouverne en secret à coup de 49.3 sur le budget ? On vient d'entamer une nouvelle saison de 49.3 à l'Assemblée. Et qu'en disent les militants écologistes, quand on rouvre les centrales à charbon et qu'on nie l'urgence de bifurquer pour le climat ?



**Aujourd'hui, le bloc libéral au pouvoir fusionne sans honte avec l'extrême droite.** Les crimes de guerre commis en Israël et Palestine ont été des accélérateurs et des révélateurs. Comment dire les choses autrement, quand cette semaine, dans la même semaine, le député Meyer Habib nous dit que « le RN est rentré dans le camp républicain » et que M. Ciotti, du groupe des Républicains également, proclame que « la France insoumise en est sortie ».

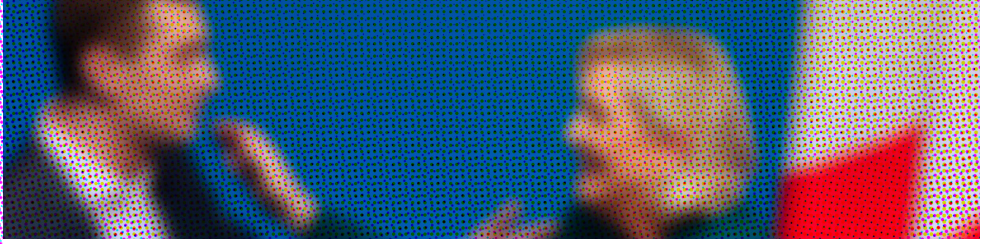
L'affrontement dur avec la Macronie et l'affrontement dur avec l'extrême droite procèdent aujourd'hui du même combat. C'est l'extrême-droitisation du pays, de ses élites politiques et médiatiques qui prépare la prise de pouvoir de l'extrême droite.

Ainsi, nous ne combattons pas de manière spécifique une organisation comme le Rassemblement national ou une personne comme Marine Le Pen. **Nous combattons un processus qui concerne en réalité le système entier : celui de l'extrême-droitisation.**

Enfin, on ne le voit pas que dans les actes du gouvernement : on le voit aussi chaque jour dans le bruit de fond médiatique. Les grands médias, aux mains de quelques milliardaires, tombent l'un après l'autre aux mains d'autres milliardaires ouvertement d'extrême droite. L'extrême-droitisation n'est cependant pas leur apanage.

D'un côté, on met à l'agenda les sujets qui ravissent l'extrême droite pour créer un climat de peur. Pendant la campagne présidentielle de 2002, l'association Acrimed a compté 18 766 sujets de journal télévisé consacrés aux crimes et agressions dans les quatre mois qui ont précédé le second tour. Cela fait 987, soit quasiment un millier, par semaine.

Cette tendance, en écho direct avec les priorités de l'extrême droite, n'a pas changé depuis et a pour conséquence que 9 Français sur 10 sont convaincus que ce type de violence augmente, quand les chiffres réels le disent le contraire.



Et de l'autre, s'écrit un récit médiatique à grand renfort de sondages commentés en boucle. Je vous propose un exemple qui a eu lieu juste après la mobilisation pour les retraites et contre la réforme de Macron.

Premier acte, l'IFOP sort un décryptage de l'image de Marine Le Pen auprès des Français le 5 avril 2023. Deux jours plus tard, un autre institut, Cluster 17, nous propose « le regard des Français sur "la percée" du Rassemblement national » dans cette période, sans interroger la véracité de cette percée. Elle avait pourtant été battue en brèche très concrètement avec la perte d'un siège aux législatives partielles deux mois plus tôt.

Ici, les sondages créent eux-mêmes une poussée du Rassemblement national qui sera commentée dans les médias, et qui apparaît comme une réalité sans autre base tangible que celle qui est créée par la boucle médiatico-sondagière elle-même. Dès mars 2019, Madame Nathalie Saint-Cricq, cheffe du service politique de France 2, déclarait déjà Marine Le Pen « hyper dédramatisée ».

Et cette indulgence, ce lent glissement dans la connivence entre les hommes et femmes politiques d'extrême droite et les journalistes, les médias, continue. Jordan Bardella le disait lui-même dans *L'Obs*, « la matinale d'Inter de 2022 n'est pas celle de 2019, la considération réciproque a changé ». Là encore, on peut observer un contraste avec les portraits injurieux, les photos menaçantes et la montée en épingle permanente des polémiques contre les insoumis. Jordan Bardella de son côté a déjà eu droit, deux fois en trois ans, à une pleine page de *Paris Match* pour y donner ses recettes de cuisine. C'est vous dire s'il est inoffensif.

## Que ne doit-on pas oublier ?

---

Nous avons donc dressé un premier tableau. Ensuite, en préambule de nos échanges du week-end, je veux partager quelques alertes à garder en tête, quelques enjeux qui doivent guider notre action au quotidien.

**D'abord, je veux rappeler que l'extrême droite n'est pas invincible, elle a des faiblesses qu'il convient d'identifier.**

La première d'entre elles, ce sont ses contradictions sur les questions sociales, parce qu'elle cherche à créer un bloc avec une composante populaire et le soutien d'au moins une partie des élites économiques et du patronat. **Au fur et à mesure de sa route, elle montre toujours plus patte blanche à la bourgeoisie.**

Cela crée une contradiction évidente : plus elle le fait, plus elle risque de perdre certains milieux populaires qu'elle cherche aussi à conquérir par rejet ou par contestation du système. Nous avons intérêt, en tant que militants politiques, à toujours pointer ces contradictions pour diviser, fragmenter et montrer *in fine* leur imposture sociale. Rendre visible qu'ils sont contre l'augmentation du SMIC, contre le retour de la retraite à 60 ans, et ainsi de suite.

Deuxième faiblesse, les contradictions internes. Parce que régulièrement, la solidité apparente de l'extrême droite craquelle et sa consistance s'érode. Je vous donne deux exemples. Quand Marine Le Pen déclare vouloir lutter contre l'homophobie tout en accusant un lobby LGBT ou le wokisme. Deuxième exemple, quand Jordan Bardella défend les positions de l'OTAN sur la Russie et que Marine Le Pen fait le service après-vente et le recadre dans la presse.

Troisième faiblesse, pour l'instant en tout cas, sur l'ensemble du territoire hexagonal : ni au Rassemblement national, ni chez Reconquête, l'extrême droite n'a réussi à constituer un parti de masse. Au mieux, ils ont des poches militantes, c'est une réalité. Mais l'extrême droite ne connaît pas ou peu, et ne pratique pas

ou peu, le travail de fourmi, de convictions, le porte-à-porte, les manifestations, les rassemblements, les cellules de base. **Elle profite essentiellement d'une ambiance médiatique en sa faveur, mais n'a pas la tradition historique du mouvement ouvrier pour construire son dispositif autonome de conviction.**

De notre côté, nous faisons l'inverse. Nous occupons le terrain et je crois que nous sommes meilleurs qu'eux sur ce plan. À la France insoumise, par exemple, on essaye de faire des caravanes populaires régulièrement, ou d'acheter des locaux pour les groupes d'action, prioritairement dans des lieux où l'extrême droite est forte, comme à Perpignan, où nous allons bientôt inaugurer le premier siège local de cette campagne d'achat.

Enfin, quatrième faiblesse : l'extrême droite manque de crédibilité dans la bataille idéologique. L'extrême droite n'arrive pas à construire de liens importants avec le monde intellectuel et universitaire.

On a pourtant entendu parler en boucle de « l'école » de Marion Maréchal Le Pen, présentée en grande pompe, et qui, cinq ans après sa mise en place, n'a formé en réalité que quelques amis de la fondatrice, toujours recrutés chez des militants déjà d'extrême droite. Quant à « l'école des cadres » de Jordan Bardella, ce n'est en réalité aujourd'hui qu'un blog pour des tribunes et des vidéos d'élus du parti. Rien de plus.

Ce que nous faisons ici avec l'Institut La Boétie n'a pas d'équivalent à l'extrême droite. C'est pourquoi je crois extrêmement important, et c'est ce que nous faisons encore ce week-end, de continuer à fortifier les liens entre la gauche politique, militante, associative, syndicale et le monde intellectuel, universitaire et artistique. C'est capital dans cette bataille. Cela passe aussi par des méthodes, je pense évidemment aux formations, à l'éducation populaire, qui sont des outils dans cette lutte contre l'extrême droite.

Maintenant que nous avons identifié ces faiblesses et essayé d'examiner certaines de ces caractéristiques matérielles, reste le fond.

**Une tentation est à combattre absolument : nous ne gagnerons pas en allant sur les positions de l'extrême droite.** On voit cela parfois quand une lecture rapide de sondages contestables nous laisse penser que cela nous rapprocherait d'une prétendue opinion majoritaire. Mais puisque c'est le processus d'extrême-droitisation qui prépare la conquête du pouvoir de l'extrême droite, c'est bien ce processus-là qu'il faut combattre.

Adopter une partie de ses positions, concéder une victoire qu'on pense même partielle sur des thèmes, sur les questions posées dans le débat public, en pensant ainsi réduire l'espace de l'extrême droite, c'est participer en réalité à l'extrême-droitisation et c'est donc participer à l'ascension de l'extrême droite. Je veux vous rappeler rapidement quelques dynamiques que vous avez probablement en tête.

Après 5 ans de présidence Sarkozy, un débat sur l'identité nationale, la création d'un ministère du même nom, une ligne bruyamment répressive sur l'immigration, en 2012, Marine Le Pen dépasse le record électoral établi par Jean-Marie Le Pen en 2002. Après 5 ans de Hollande, où la ligne de Manuel Valls n'a pas cessé de gagner du terrain pour finir par proposer la déchéance de nationalité, Marine Le Pen a atteint le second tour.

Après les clins d'œil de Macron à Maurras, un rythme effréné de lois sécuritaires, le soutien inconditionnel de Darmanin au pire syndicat de policiers, et une loi présentée comme « luttant contre le séparatisme islamiste », Marine Le Pen a progressé encore en 2022.

**Combattre le processus d'extrême-droitisation, le ralentir et le stopper, suppose d'abord de lui opposer une résistance très ferme.** Et donc de rappeler que non, tout le monde n'est pas convaincu que l'immigration est un fléau. Au contraire même, à priori, plus de la moitié des Français estiment que c'est le devoir de la France d'accueillir des migrants quand ils fuient la guerre et la misère.

Et quand bien même si, sur certains points, nous serions minoritaires, nous devons toujours lutter pour des idées quand elles nous paraissent justes.

Défendre la laïcité et combattre l'intolérance, quand certains tentent d'imposer l'idée selon laquelle l'Islam serait un problème ou une menace pour la société française.

Tenir bon pour maintenir la religion à sa juste place quand on sait qu'un Français sur deux ne croit pas.

Défendre la créolisation quand certains tentent d'imposer l'idée selon laquelle la France serait ou devrait être blanche et chrétienne.

Tenir bon. Quand un point de résistance apparaît contre les idées de l'extrême droite, il devient un point de ralliement pour beaucoup. Et c'est par exemple ce qu'a commencé à faire Jean-Luc Mélenchon quand il a décidé d'aller affronter Éric Zemmour sur le plateau de BFM pendant la campagne présidentielle. Aussi, par cette méthode, notre tâche doit être de rallier des partisans, de rétablir des murailles contre ces idées, en étant bien visibles sur ces sujets.

**Comme corollaire de cela, nous ne gagnerons pas en baissant la tête, en se cachant, et en espérant ne pas être interrogés sur des enjeux clivants.** Quand on voit des sondages qui affirment que la France insoumise fait « plus peur » que le Rassemblement National, on doit évidemment en prendre acte. Mais pourquoi les traiter différemment de tous les autres sondages dont on critique les fondements ? Pourquoi les analyser hors de ce processus d'extrême-droitisation dont je viens de vous parler ? Pourquoi en tirer la nécessité de concessions envers un système qui a fait de nous l'ennemi à exclure quoi qu'on dise, quel que soit le ton et le vocabulaire ?

La force de l'insoumission est d'avoir su rassembler au-delà des étiquettes initiales des gens portant un programme radical, quelle que soit la façon dont chacun s'exprime. Il est évident que nous traversons des moments politiques qui sont contrastés, qui répondent à des cycles, et qu'il est de notre responsabilité d'être, à chaque fois, à la hauteur de la colère du peuple quand elle s'exprime, par la révolte, la grève ou le blocage. C'est ainsi que nous sommes parvenus à 22% à l'élection présidentielle et à plier le match face à des fétichistes du discours apaisé en toute circonstance.



Il ne faut pas se méprendre sur ces analyses. Derrière la critique de la forme, celle du fond arrive très vite. Derrière les appels à une parole apaisée, à plus de pragmatisme, de réalisme, en réalité arrivent très vite des reculs sur la retraite à 60 ans et sa faisabilité, le fait de redonner le pouvoir au peuple avec la 6<sup>e</sup> République ou encore la condamnation des crimes de guerre. Donc jusqu'où se taire ? Nous n'avons pas vocation à suivre la fabrique de l'opinion sondagière, sinon on se prépare à gouverner à la petite semaine. **Nous voulons gouverner par les besoins réels du peuple, pas d'après une opinion publique artificielle.**

Dans cette veine, un discours hors-sol nous dit que le peuple veut l'apaisement. Comment croire qu'après des vagues de mobilisation sans victoire, des gilets jaunes à Nahel, des marches pour le climat aux retraites, la grande masse du peuple français serait apaisée ? Depuis 2005, et la trahison du vote populaire par des dirigeants qui étaient sûrs d'être dans le « cercle de la raison », la colère n'a fait que croître.

Je le rappelle, aujourd'hui, 7 Français sur 10 considèrent que notre modèle économique est incompatible avec la lutte contre la crise climatique. 6 sur 10 soutenaient le blocage du pays face à la réforme des retraites l'an dernier. Ils ne veulent pas être mollement défendus par un discours préparant déjà des reniements à venir. **Tant que les besoins vitaux du peuple n'auront pas été satisfaits, ne pas être à la hauteur de cette révolte est vain.**

On entend parfois, quand on distribue des tracts sur les marchés, « on a tout essayé, maintenant on va essayer le Rassemblement National ». Les renoncements de la social-démocratie font ainsi le carburant de l'extrême droite.

En prenant radicalement la tête de la gauche depuis deux élections présidentielles déjà, nous avons tourné cette page. Les trahisons, la mollesse, le pédalo, c'est fini.

C'est ce point d'appui qui, je crois, a fait accord entre nous et qui a eu des conséquences, puisque l'union sous la forme NUPES n'a été possible que parce qu'elle a été scellée sur la base d'un programme radical. L'union sous la forme NUPES n'a généré de l'espoir que parce que cette radicalité aurait aiguillonné un gouvernement de la NUPES.

## Quelle stratégie déployer ?

J'ai donc fait le tour des alertes, des écueils possibles que nous devons garder en tête et j'en viens à notre démarche.

Pour vaincre l'extrême droite, il faut mobiliser le bloc populaire. Lors des récentes élections, il est apparu à égalité avec trois autres blocs. Vous connaissez cette analyse : ces derniers sont le bloc libéral, le bloc d'extrême droite et le bloc de l'abstention. L'arithmétique électorale est assez simple, je ne vous en fais pas la démonstration. C'est dans ce schéma de pensée, notamment développé par plusieurs chercheurs qui participent régulièrement au travail de l'Institut La Boétie que nous, Insoumis, plaçons notre action. Ce schéma de pensée est plus opérant que les discours qui confondent territoire et population ou qui obèrent les dynamiques de transformation du pays en matière d'emploi, de travail, par exemple.

Pour être claire, on entend sans cesse que les classes populaires sont passées à l'extrême droite, ou que la ruralité est passée à l'extrême droite. C'est contestable et cela fera l'objet de plusieurs ateliers de ce colloque.

**Non, les classes populaires ne sont pas passées à l'extrême droite.** C'est dans le vote Mélenchon en 2022 qu'on a trouvé la plus grande surreprésentation des 10% les plus pauvres du pays.



C'est aussi chez ces populations que l'on trouve le plus grand nombre d'abstentionnistes à mobiliser.

Ensuite, oui, les classes populaires urbaines et rurales partagent des aspirations à vivre mieux auxquelles nous devons répondre. Elles veulent avoir accès à l'école, à la santé, au travail. Dans notre programme, l'accès à ces services publics essentiels doit être garanti à moins de 30 minutes de chez vous, où que vous habitiez dans le pays. C'est un principe central autour duquel s'articulent beaucoup de nos préoccupations et de nos propositions. De plus, de la Creuse aux Alpes-de-Haute-Provence, nous avons su gagner hors des grandes agglomérations aux élections législatives, en étant présents, pied à pied, en participant au combat, ici pour la sauvegarde de la maternité, là pour le bureau de poste.

**Cette lecture en termes de blocs est bien plus stimulante que des abstractions sondagières. On ne se bat pas ici pour des parts de marché électorales, on essaye de construire un peuple révolutionnaire.** C'est dans ce cadre d'analyse qu'il faut réfléchir à comment élargir et approfondir le bloc populaire qu'on a constitué en 2022, sur des bases qui sont clairement antifascistes, antiracistes et égalitaires.

C'est un bloc qu'il est impératif de faire grandir, notamment par la politisation, par l'entrée de gens qui sont aujourd'hui dans l'abstention, qui sont distants du combat politique. Lorsqu'ils se politisent, plusieurs groupes sociaux parmi les plus abstentionnistes, comme la jeunesse et les quartiers populaires, le font avec nous. Travailler ce que nous nommons ce « quatrième bloc » pour les ramener dans la participation politique est pour nous se donner les moyens de vaincre l'extrême droite.

**C'est pourquoi les combats antiracistes, les luttes contre les discriminations, pour la réforme de la police, ou pour l'écologie radicale, ne sont pas des repoussoirs. Ce sont des sujets concrets de politisation pour des millions de gens que nous avons besoin de voir entrer dans l'action.**

Cela doit également passer par la méthode de l'union populaire, qui se fera avec les syndicats, les associations, les habitants de

tous les territoires. Et je veux saluer ici les organisations syndicales qui n'acceptent pas la présence de l'extrême droite dans leur rang, qui se mobilisent cette semaine encore en Île-de-France pour la régularisation des travailleurs sans papiers, même contre le sens du vent. Saluer aussi les associations qui luttent contre l'extrême droite, qui sont en première ligne et qui luttent pied à pied pour la fermeture des locaux fascistes, mais aussi celles qui agissent pour l'aide alimentaire contre les arrêtés indignes, anti-distribution alimentaire, à Stalingrad par exemple. Celles qui agissent pour une politique écologique à la hauteur de l'urgence, qui savent où est l'adversaire.

**L'extrême droite prospère sur un clivage horizontal. Elle crée artificiellement un peuple « légitime » en raison de son ethnicité supposée, et exclut ainsi du peuple toute une partie des milieux populaires.** Chercher des responsables n'est pas un comportement anormal. Les milieux populaires souffrent de pertes concrètes et réelles du fait du système néolibéral. Chercher une lisibilité, une grille de lecture globale, pour comprendre pourquoi cela arrive n'est pas un comportement anormal. Mais unir le peuple, c'est aussi l'unir contre des adversaires communs.

Il nous faut donc, et nous essayons de le faire, rétablir un clivage vertical. Le peuple contre l'oligarchie, les travailleurs contre les patrons, les consommateurs contre les monopoles. **La stratégie de l'union populaire ne refuse pas de pointer des responsables ou des adversaires, mais elle pointe vers le haut, plutôt que vers nos voisins.** Dans le combat contre l'oligarchie, ces clivages horizontaux que tente de faire apparaître l'extrême droite disparaissent.

Je conclus : l'extrême droite, entre autres choses, s'appuie sur de la résignation. Et sur une résignation qui est bien précise : celle de l'impossibilité supposée de sortir du néolibéralisme, de lutter contre le capitalisme. Ce n'est que dans ce cadre que l'identification et la construction de groupes boucs émissaires ont un sens. Les mécanismes d'exclusion peuvent apparaître à certains comme des stratégies de protection dans un monde où l'horizon est bouché, où la bataille de ceux d'en bas contre ceux d'en haut paraît impossible à gagner.

## **Pour en finir avec la gangrène de l'extrême droite, il faut dégager l'horizon, en construire un nouveau, de masse et crédible : un contre-récit hégémonique.**

Et cela ne peut pas être de la gestion de petits accommodements, de petits pas et d'ajustements. Ce n'est qu'en présentant un horizon global ambitieux et émancipateur que nous gagnerons la bataille contre l'extrême droite. Nous avons un projet d'ensemble pour la société, il faut l'assumer. Assumer l'alternative au capitalisme, la bifurcation écologique, l'abolition du patriarcat, le non-alignement et le dialogue avec le Sud global. Il s'agit dans la période dure en tout point que nous traversons de s'appuyer sur l'aspiration de chacune et chacun à vivre mieux.

Cet horizon est le collectivisme écologique, qui articule les réponses aux différentes urgences de la période.

L'urgence sociale, en proposant le tout ensemble plutôt que le chacun pour soi.

L'urgence écologique, en permettant la planification, seule réponse possible au mur qui nous fait face.

L'urgence démocratique, pour donner à chacun et à chacune le pouvoir sur nos vies, sur notre avenir.

Enfin, l'urgence pour la paix, en rendant à chacun et chacune la possibilité de vivre dans l'harmonie avec son voisin.

Je vous remercie et je vous souhaite deux belles journées d'échanges et de formation dans ce colloque.

**Clémence Guetté**, co-présidente de l'Institut La Boétie.



**Retrouvez le discours de Clémence Guetté en intégralité sur la chaîne YouTube de l'Institut La Boétie et sur La Boétie à la Maison :**  
*laboetiealamaison.fr*

## Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes, spanning the width of the page below the 'Notes' header.